



**« Aides à l'innovation "Bottom-up" »
Projets de formation professionnelle**

APPEL À PROJET TERRITORIAL

« Nouvelle-Calédonie »

ADRESSE DE PUBLICATION DE L'APPEL A PROJETS

www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aap-france2030-regionalise-nouvelle-caledonie

DATE D'OUVERTURE DE L'APPEL A PROJETS :

Le 17 novembre 2025

DATE DE CLÔTURE DE L'APPEL A PROJETS :

Le 31 décembre 2026

Sur décision conjointe du Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et du Président de la Nouvelle-Calédonie ou de leur représentant, cet appel à projets peut être clos avant cette date, sous réserve d'un préavis d'un mois. Les informations actualisées seront publiées sur le site de cette consultation et envoyées automatiquement aux candidats potentiels ayant ouvert un compte sur ce site, puis téléchargé le dossier de candidature.

SCHEMA SIMPLIFIE D'EXAMEN DU DOSSIER DE CANDIDATURE

- Le dossier de candidature est constitué du dossier de réponse et d'annexes téléchargeables à l'adresse suivante :
www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aap-france2030-regionalise-nouvelle-caledonie
- La transmission des documents se fera par voie électronique à l'adresse suivante :
www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aap-france2030-regionalise-nouvelle-caledonie
- La CDC étudie, par ordre d'arrivée des dossiers les conditions de recevabilité et d'éligibilité des candidatures et fera ses meilleurs efforts pour notifier **dans un délai de 1 mois** la décision de présélection au candidat.
- Seuls les projets ayant satisfait à ces conditions seront instruits et présentés au Comité de pilotage qui **se réunit en tant que besoin** pour examiner les projets en vue de leur sélection et de leur suivi.

NOTIFICATION DE LA DÉCISION FINALE

- La CDC notifiera la décision d'octroi d'aide publique du Haut-Commissaire de la République et du Président de la Nouvelle-Calédonie ou de leur représentant **dans un délai de 15 jours** après son adoption.
- Le délai de contractualisation après la décision **ne pourra excéder 3 mois** sous peine de caducité de la décision.

CONTACTS

Adresse postale :

11 rue Georges Baudoux
BP T3 98852 Nouméa Cedex

Adresse électronique :

pierre-alexandre.muraz@caissedesdepots.fr

Vincent.boursier@caissedesdepots.fr

Vous pouvez également poser vos questions directement sur le site des consultations de la Caisse des dépôts et consignations :

www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aap-france2030-regionalise-nouvelle-caledonie

SOMMAIRE

1 - Contexte et objectifs

2 - Nature des projets attendus

2.1 Projets attendus

2.2 Modalités du cofinancement

2.3 Accords de consortium

2.4 Règles de gestion des sommes allouées

2.5 Autres dispositions

3 - Processus de sélection

3.1 Critères de recevabilité

3.2 Critères d'éligibilité

3.3 Critères de sélection

3.4 Modalités de sélection des projets

4 - Suivi des projets et reporting

4.1 Indicateurs de suivi et d'évaluation

4.2 Transmission des données et reporting

5 - Calendrier et procédures

5.1 Calendrier

5.2 Contenu des dossiers de candidature

5.3 Dépôt des dossiers de candidature

6 - Communication

1 - Contexte et objectifs

La loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 prévoit une dotation de 500 M€, en subventions et avances remboursables, spécifiquement fléchée vers l'action « Aides à l'innovation "Bottom-up" », du programme 425 « Financement structurel des écosystèmes d'innovation » (ci-après l'« action »). Cette enveloppe permet à chaque région ou territoire de choisir, dans le cadre d'un pilotage commun avec l'Etat, une déclinaison spécifique d'actions susceptibles d'être sectorisées en fonction de leurs priorités. L'octroi des financements est co-décidé, avec un principe de cofinancement paritaire.

L'action « Aides à l'innovation "Bottom-up" » du France 2030 (ex-PIA4) territorialisé comporte quatre axes d'intervention pour lesquels une approche commune entre l'Etat et les territoires paraît particulièrement pertinente. Le financement est réalisé sous forme de subventions ou d'avances remboursables, en fonction de la maturité des projets accompagnés.

Le présent cahier des charges concerne l'axe de la Formation professionnelle. Pour cet axe le financement consiste exclusivement en subvention.

Les projets financés seront sélectionnés dans le cadre d'un appel à projet ouvert du 17 novembre 2025 jusqu'au 31 décembre 2026 constitué du présent document et assorti d'un dossier de candidature téléchargeable sur :

www.demarches-simplifiees.fr

La Caisse des dépôts et consignations (CDC) est désignée conjointement par l'Etat et la Nouvelle-Calédonie comme opérateur de l'action. Elle assure la gestion des fonds qui lui sont confiés ainsi que la conduite opérationnelle et administrative des dossiers dans le cadre du présent appel à projets.

Dans le cadre de cet appel à projet, il est attendu des projets de formation professionnelle au profit des entreprises territoriales dans le cadre des priorités stratégiques de la Nouvelle-Calédonie, notamment présentées dans sa stratégie territoriale de l'innovation (STI NC), sa politique générale en matière de formation, insertion, orientation et certification professionnelles, et les objectifs et stratégies partagés de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation au sein du CRESICA.

Les projets de France 2030 territorialisé doivent être complémentaires aux dispositifs existants. Les actions proposées dans le cadre de France 2030 régionalisé ne doivent pas aboutir à un surfinancement d'actions déjà soutenues par l'Etat ou la Nouvelle-Calédonie via d'autres dispositifs. Elles doivent venir en additionnalité de ces actions, soit par leur nature, soit par leur volume.

2 - Nature des projets attendus

2.1 Projets attendus

En matière de typologie de projets financés, l'action « Aides à l'innovation "Bottom-up" » axe « Projets de formation professionnelle » s'inscrit dans la continuité de l'action « Adaptation et qualification de la main d'œuvre - Ingénierie de formations professionnelles d'offres d'accompagnement innovantes (IFPAI) » - volet régionalisé.

Afin d'assurer une bonne articulation avec les autres dispositifs nationaux, France 2030 territorialisé vise des projets de taille limitée répondant aux caractéristiques ci-dessous :

- Des projets partenariaux, s'appuyant sur un engagement conjoint et durable d'entreprises ou de filières et des acteurs de la formation.
- L'assiette des dépenses éligibles est supérieure à 200 000 € (23 866 348 francs pacifique), pour lesquels le montant d'aides sollicité est inférieur à 2M € (238 663 480 francs pacifique).

- L'objectif est une réponse directe et efficace à un besoin exprimé par les entreprises ou les filières qui participent dans le consortium par :
 - La création de nouvelles offres de formation ou d'accompagnement, mais aussi les évolutions significatives apportées à des offres de formation existantes ;
 - L'élaboration d'outils innovants dans la délivrance de formation et dans l'accompagnement des entreprises, tout particulièrement des plus petites d'entre elles. Ces outils permettent de rendre plus efficace la gestion des ressources humaines, et/ou aident à sécuriser les parcours professionnels.
- Les projets s'inscrivent dans les priorités indiquées au point 1 de cet appel à projet. Le Comité de pilotage territorial peut, à cet effet, saisir le CSEIFOP (conseil stratégique de l'emploi, de l'insertion, de la formation et de l'orientation professionnelles) ou la DFPC (Direction de la formation professionnelle continue) pour avis.
- Les projets doivent en outre démontrer, à terme, une autonomie financière vis-à-vis du soutien et un plan de financement dans la durée équilibré.

L'apport financier de ce dispositif aux projets lauréats a une valeur d'exception et d'amorçage. Il doit donner à des projets innovants les moyens indispensables à leur lancement et aux conditions de leur pérennité.

Il ne s'agit pas de financer l'acte de formation (sauf en cas de caractère réellement expérimental dûment justifié ou dans le cadre d'un dépôt de dossier au RNCP/RS et sur validation expresse par le SGPI). Les dépenses concernent :

- des actions d'ingénierie de formation, conception et amorçage,
- des actions d'accompagnement de montée en compétence (hors acte de formation),
- des formations des formateurs et des accompagnateurs,
- des équipements de formation (ordinateurs, casques, lignes de production, plateformes-tests...),
- l'amortissement sur la durée du projet des autres immobilisations.

2.1.a. Les porteurs de projets

Les projets attendus sont portés par des consortiums associant organismes de formation et entreprises ou filières. Les organisations professionnelles, les opérateurs de compétences (OPCO), le Fonds Interprofessionnel d'Assurance Formation (FIAF-NC) et les collectivités territoriales – à l'exclusion du gouvernement calédonien peuvent également participer en co-financeurs du projet.

Les consortiums formalisent leur partenariat par un accord de consortium et désignent un chef de file qui est le porteur de projet, mandaté par l'ensemble des membres du consortium pour présenter le projet, conclure la convention de financement avec l'Opérateur, percevoir les fonds et répartir les financements en leur nom et pour leur compte.

Les porteurs de projets peuvent être :

- Les GIE, associations, SCIC ou autres groupements d'entreprises ;
- Une entreprise agissant comme mandataire d'un groupement ;
- Un organisme de formation continue ou initiale, agissant comme mandataire d'un groupement dans lequel les entreprises sont présentes.

Une attention particulière sera portée sur l'équilibre du consortium et sa capacité à atteindre les objectifs du projet. L'équilibre du consortium s'entend, dans la mesure du possible, sur la capacité à mobiliser des acteurs publics (collectivités locales, établissements publics de formation...), des acteurs privés d'une filière, liés à la thématique du projet (entreprises, organismes de formation, OPCO...) et des acteurs à l'échelle régionale.

2.1.b. Les publics cible

Les formations et accompagnements développés ont pour objectif de sécuriser les parcours professionnels et rendre plus efficace la gestion des ressources humaines. Elles visent notamment les salariés, les personnes en reconversion et les jeunes diplômés ainsi que les dirigeants des entreprises concernées. Les demandeurs d'emploi peuvent également être ciblés dans le cadre d'acquisition de nouvelles compétences sur les métiers d'avenir.

2.1.c. Les formations visées

Les actions et outils développés en commun par le consortium ont pour objectif la sécurisation des parcours professionnels : principalement l'évolution des salariés en place (évolutions et promotions professionnelles), formation des jeunes (apprentissage) et jeunes diplômés, mais aussi la réinsertion des chômeurs et des seniors, notamment par reconversion individuelle dans des métiers d'avenir. La formation et l'accompagnement des dirigeants et personnel RH des entreprises/filières cibles peuvent également être visés.

Les formations visées répondent directement à un besoin exprimé par les entreprises participant au consortium.

Sont notamment attendues :

- Des actions de développement des compétences nouvelles, liées aux métiers d'avenir, permettant de promouvoir les salariés en place, d'attirer des jeunes par exemple via l'apprentissage, d'augmenter l'employabilité des jeunes diplômés, comme de réinsérer des chômeurs du territoire ;
- Des actions facilitant les mobilités et sécurisant les trajectoires professionnelles des salariés de tous niveaux et tous âges ;
- Des actions et services mutualisés entre grande(s) entreprise(s) et PME/PMI de mise à niveau, de développement des ressources humaines et de mobilité ;
- Des actions d'accompagnement RH des petites entreprises à anticiper et faire face aux évolutions de leurs besoins en compétences ;
- Des actions de « spécialisation intelligente » du territoire, de veille sur les mutations et de diagnostics partagés avec les partenaires sociaux sur les évolutions souhaitées.

Les formations pourront prendre en compte des problématiques spécifiques d'entreprise, par exemple :

- Formation spécifique des dirigeants et de l'encadrement supérieur des PME, et notamment l'évolution nécessaire du management pour la prise en compte des conséquences humaines et organisationnelles induites par des mutations économiques et technologiques ;
- Diffusion de la culture entrepreneuriale dans tous les milieux de la formation.

Au-delà de la conception de contenus de formation, la phase d'ingénierie pourra également porter sur les modalités de mise en œuvre de la formation et par exemple :

- L'articulation des voies de formation :
 - Création de nouvelles modalités de certification ou adaptation de certifications existantes ;

- Décloisonnement des formations dans un objectif d'acquisition de compétences tout au long de la vie ;
 - Articulation entre formation initiale et continue, dans une logique de blocs de compétences, de validation des acquis professionnels, de certification sur des formations courtes ;
 - Amélioration de la fluidité entre les mondes académiques et professionnels.
- L'organisation de l'action de formation :
- Articulation entre les temps de travail et les temps de formation (durée, modalités des temps de formation) développement de pédagogies innovantes (apprendre par la pratique, MOOC, ...)
 - Développement de l'action de formations en situation de travail (AFEST) ;
 - Mutualisation des moyens de la formation (équipements, plateformes pédagogiques, formateurs, ...)

2.1.d. Durée des projets et assiette éligible

Les actions proposées pour financement s'étalent au maximum sur 3 ans. Cette durée doit permettre l'expérimentation d'activités nouvelles de formation et de services d'accompagnement, ainsi que leur ajustement et leur éventuelle réorientation au cours de leur mise en œuvre.

Les projets doivent présenter une assiette de dépenses supérieure à 200 000 € (23 866 348 francs pacifique).

L'assiette de dépenses éligibles à un soutien par la présente action est constituée de **dépenses nouvelles** pour :

- des actions d'ingénierie de formation, conception et amorçage,
- des actions d'accompagnement de montée en compétence (hors acte de formation),
- de formation des formateurs et des accompagnateurs,
- les équipements de formation
- l'amortissement sur la durée du projet des autres immobilisations.

Ni l'investissement immobilier, ni l'acte de formation, sauf en cas de caractère réellement expérimental dûment justifié et après accord du Comité de pilotage territorial et validation du SGPI, ni les dépenses de diagnostic et de conseil aux entreprises n'entrent dans l'assiette éligible.

Le règlement financier précise les dépenses éligibles et le cadre de financement.

2.2 Modalités du cofinancement

L'Etat et la Nouvelle-Calédonie, au travers de l'action, interviennent en co-financeur des projets sélectionnés, dans la limite globale de 2 M€ d'aides par projet.

L'action recherche un effet de levier sur les financements apportés par les partenaires du projet. Le taux d'intervention du France 2030 territorialisé est de 50%, sauf dérogation expresse du Comité de pilotage territorial et conformément à la réglementation européenne en termes d'Aides d'Etat.

Dans le respect des règles communautaires, le financement de l'Etat et de la Nouvelle-Calédonie au titre du France 2030 sur les projets sélectionnés intervient sous la forme de subventions. Ce financement a un

caractère exceptionnel et n'a pas vocation à être renouvelé. Au-delà de la phase d'amorçage et de mise en place du projet, les partenaires devront présenter les moyens de le pérenniser.

Le cofinancement exigé doit être apporté par les partenaires eux-mêmes :

- Un minimum de 15% des besoins en cofinancement doivent être d'origine privée (valorisation incluse) :
 - Un maximum de 50% des besoins en cofinancement peuvent résulter d'une valorisation, non financière, d'apports matériels ou immatériels.
 - Un maximum de 50% peut être issu de la collecte de la taxe d'apprentissage, pour les établissements collecteurs.
- Des fonds publics d'autres sources peuvent être inclus au cofinancement des projets, dans le respect de la réglementation européenne en matière d'« Aides d'Etat ».
- Les organisations professionnelles, les OPCO et les collectivités territoriales (à l'exception de la Nouvelle-Calédonie), dans le respect de la réglementation sur les aides d'Etat peuvent participer au cofinancement.
- Le cofinancement exigé peut également contenir des apports des fonds européens, notamment le Fonds social Européen (FSE) ou le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM).

Le dossier de réponse décrit les modalités de gestion prévues et les cofinancements privés et publics : identification des co-investisseurs, caractéristiques du financement (durée, conditions, etc.). Le dossier décrit également les encadrements communautaires applicables.

2.3 Accords de consortium

Les membres du consortium sont laissés libres de la forme et des modalités de gestion qu'ils entendent lui donner et qui seront définis par convention entre eux.

Dans tous les cas, les partenaires désignent un mandataire, porteur du projet, qui sera le contact unique de l'Opérateur, avec qui sera signée notamment la convention.

Les modalités de financement du projet ainsi que la répartition des financements entre les membres du consortium seront prévues dans cette convention.

L'accord de consortium ainsi conclu précise *a minima* :

- Les modalités de gouvernance (processus de décision, désignation du bénéficiaire de (ou des) ouvrage(s), désignation et rôle du mandataire...) ;
- Les objectifs visés et les actions envisagées pour les atteindre, la répartition des tâches, des moyens humains et financiers et des livrables (articulation entre maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage) ;
- Les engagements réciproques et contreparties des membres ;
- Les modalités de suivi et d'amélioration ;
- La valorisation du projet ;
- La répartition des financements et les conditions de reversement par le mandataire aux partenaires.

Cet accord devra être conclu pour la durée de la convention entre l'Etat, la Nouvelle-Calédonie et l'Opérateur, à savoir jusqu'au 16 août 2036.

Les partenaires auront la possibilité de désigner un ou plusieurs chefs de projet opérationnels selon les activités conduites, différent du porteur de projet, en précisant les limites de sa compétence. Ils pourront être les interlocuteurs de la CDC pour tous les échanges concernant leur responsabilité.

2.4 Règles de gestion des sommes allouées

Le versement des aides est subordonné à la conclusion d'une convention entre la CDC et le mandataire du consortium, porteur du projet.

Toute modification substantielle de la convention sollicitée par le mandataire sera soumise à l'avis du Comité de pilotage territorial, après évaluation préalable du projet et de ses conditions de réalisation diligentée par la CDC.

S'il s'avère, au regard des rapports transmis, que le mandataire ne respecte pas les termes de ladite convention ou utilise les fonds de manière sous-optimale ou n'en utilise pas la totalité, la CDC sera fondée, après avis du Comité de pilotage territorial, à lui demander la restitution totale ou partielle des fonds déjà versés et pourra abandonner la poursuite du financement du projet.

2.5 Autres dispositions

Le financement d'un projet ne libère pas ses participants de remplir les obligations liées à la réglementation, aux règles d'éthique et au code de déontologie applicables à leur domaine d'activité.

Le porteur de projet s'engage, au nom de l'ensemble des participants, à tenir informé la CDC de tout changement susceptible de modifier le contenu, le partenariat et le calendrier de réalisation du projet entre son dépôt et la publication de la liste des projets sélectionnés.

3 - Processus de sélection

L'analyse des projets candidats puis l'éventuelle décision de financement qui s'ensuit se font au fur et à mesure que les dossiers sont déposés.

3.1 Critères de recevabilité

Complétude du dossier : le contenu du dossier est précisé à l'article 5.2 du présent cahier des charges. Les dossiers doivent être soumis complets. Ils sont traités – sous réserve de complétude - par ordre d'arrivée.

3.2 Critères d'éligibilité

Les critères retenus pour l'éligibilité des bénéficiaires sont notamment les suivants :

- La compatibilité du projet avec l'ensemble des caractéristiques présentées dans le paragraphe 2.1 ;
- La présentation d'un plan de financement équilibré sur la durée du financement (max 3 ans) et conforme aux principes édictés dans le paragraphe 2.2;
- L'inscription du projet dans la durée et sa capacité d'autofinancement par la présentation d'un plan d'affaires (business plan) sur 5 ans ;
- Portage du projet par une structure en capacité de porter et gérer le projet (management, politique achat, bonne santé financière...) ;
- Mise en place d'une gouvernance associant directement les entreprises ou les filières et/ou les entrepreneurs concernés par la formation ;

3.3 Critères de sélection

Les principaux critères retenus pour la sélection des bénéficiaires sont notamment les suivants :

- la pertinence et la maturité (notamment argumentaire détaillé de la problématique justifiant de l'opportunité de la solution proposée) de la solution proposée au regard des objectifs définis dans le cahier des charges de l'appel à projets ;
- le caractère innovant et le caractère répliquable de la solution proposée;

- les retombées économiques, sociales et environnementales directes ou indirectes, y compris, le cas échéant, la neutralité pour l'environnement des applications de la solution proposée;
- la cohérence de l'ambition proposée;
- la qualité de la gouvernance proposée ;
- la qualité du modèle économique proposé;
- l'incitativité de l'aide pour la réalisation du projet;
- la capacité des candidats à mener à bien le projet et à assurer le cas échéant le déploiement ou l'industrialisation de la solution développée;
- la situation financière saine des candidats, qui doivent présenter un plan de financement équilibré sur la durée du projet;
- la capacité des candidats à rendre compte de leur avancée sur la trajectoire sur laquelle ils s'engagent.

A titre exceptionnel, et après une étude circonstanciée démontrant que seul un acteur est capable de conduire l'action visée, un projet peut bénéficier d'un conventionnement direct (sans accord de consortium), après instruction de la qualité du projet par le gestionnaire, en faisant appel si nécessaire à des experts externes, et décision du Premier ministre.

3.4 Modalités de sélection des projets

Afin de sélectionner les meilleurs projets respectant l'ambition du programme d'investissements d'avenir, la procédure de sélection au niveau territorial s'appuie sur un Comité de pilotage territorial (le « COPIL territorial ») composé du Haut-commissaire de la république du territoire ou de son représentant et du président de la Nouvelle-Calédonie ou de son représentant. La Caisse des Dépôts assure le secrétariat du COPIL territorial. Le COPIL territorial peut, en tant que de besoin, s'entourer de personnalités qualifiées. Le COPIL territorial tient la DFPC et le CSEIFOP informé de ses travaux.

Le processus de sélection peut comporter une audition par un jury dont la composition et le mode de décision sont définis par le COPIL territorial et qui comprend a minima un représentant de l'État, de la Nouvelle-Calédonie et de la Caisse des Dépôts, qui en assure en outre le secrétariat.

Une convention élaborée par la CDC notamment sur la base de l'accord de consortium est signée pour chaque projet entre le porteur du projet, la région et la CDC. Elle est constituée de la convention-type personnalisée au projet ainsi que d'annexes synthétiques détaillant précisément les objectifs et les conditions d'exécution du projet. La convention détaille par ailleurs les conditions de financement, la répartition entre les différents membres du consortium et le suivi du projet par l'Opérateur.

4 - Suivi des projets et reporting

La convention entre la CDC et chaque bénéficiaire prévoira les modalités de restitution des données nécessaires à l'évaluation annuelle des investissements réalisés et au *reporting* de l'action. Ce *reporting* sera présenté annuellement au Comité de pilotage territorial.

4.1 Indicateurs de suivi et d'évaluation

Deux types d'indicateurs doivent être mis en place par le candidat pour permettre de mesurer la performance réalisée : des indicateurs d'avancement ou de suivi et des indicateurs d'évaluation.

Exemples :

- Indicateurs d'avancement du projet :
 - Cofinancements effectifs obtenus ;
 - Consommation et destination des fonds décidés ;
 - Progression des réalisations par rapport à la programmation initiale.

- Indicateurs d'évaluation du projet et de son impact (ex-post) :
 - Volume des formations ouvertes et répartition par niveau et filière ;
 - Volume des formations nouvelles mises en œuvre et répartition par niveau et filière ;
 - Nombre de salariés ayant pu bénéficier d'une qualification nouvelle ;
 - Nombre de demandeurs d'emploi ayant bénéficié du dispositif, taux d'accès à l'emploi constaté ;
 - Taux de satisfaction des entreprises membres du consortium ;
 - Accroissement des autres financements (hors France 2030) mobilisés jusqu'en 2027.

Ces indicateurs (liste non exhaustive) seront utiles à l'évaluation de l'action. Le processus d'évaluation sera élaboré en accord avec le SGPI et pourra être délégué à un évaluateur externe avec lequel le porteur de projet s'engage à coopérer.

4.2 Transmission des données et reporting

Les bénéficiaires transmettent régulièrement à la CDC (au minimum tous les semestres), ou sur simple demande (dans un délai de 5 jours ouvré), un rapport intermédiaire synthétique (tableau de bord) sur l'état d'avancement du projet, comprenant un commentaire sur les écarts éventuellement constatés, ainsi qu'un compte rendu financier.

Après achèvement de la mise en place du projet, et jusqu'en 2027, le porteur du projet transmet à la CDC, une fois par an un rapport comprenant les indicateurs sur l'attente de la finalité du projet soutenu, une analyse détaillée et des commentaires qualitatifs s'y rattachant ainsi qu'un compte rendu financier. Les éléments de *reporting* annuel sont transmis dans un délai de 60 (soixante) jours après la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent.

5 - Calendrier et procédures

5.1 Calendrier

L'appel à projet est permanent. Il prend fin dès lors que la totalité des fonds du programme sont engagés dans le respect du rythme prévu à la Convention et au plus tard le **31/12/2026**. Sa clôture avant cette date sera rendue publique par décision du Haut-commissaire de la République et du président de la Nouvelle-Calédonie avec un préavis d'un mois. Les dossiers de candidature pourront être transmis à la Caisse des Dépôts et Consignations à compter de la publication de cet appel à projets à compter du 17 novembre 2025.

La CDC fera ses meilleurs efforts pour informer sous un mois le porteur de projet de la présélection (sur base de l'éligibilité et de la recevabilité) de son dossier. Seuls les projets ayant satisfait à ces conditions et ayant reçu un avis positif du jury seront instruits et présentés au Comité de pilotage qui se réunit en tant que besoin pour examiner les projets et proposer un avis en vue de leur sélection si tous les éléments requis le permettent.

Le Comité de pilotage territorial émet un avis sur chacun des dossiers présentés.

Les décisions de soutien des projets sont prises conjointement par le Haut-Commissaire de la République et le Président de la Nouvelle-Calédonie ou de leur représentant.

La Caisse des dépôts et consignations (CDC) notifie la décision assortie du montant maximal de subvention accordé dans les 15 jours suivant sa signature par le Haut-Commissaire de la République et le Président de la Nouvelle-Calédonie ou de leur représentant. Cette décision a une durée de validité de trois mois maximum.

Les projets retenus feront l'objet d'une convention entre le porteur du projet, le territoire et la CDC dans un délai de 3 mois après la décision du Haut-Commissaire de la république et le président de la Nouvelle-Calédonie ou de leur représentant.

5.2 Contenu des dossiers de candidature

Le dossier de candidature doit être retiré à l'adresse suivante :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aap-france2030-regionalise-nouvelle-caledonie>

Il comportera, ainsi que rappelé dans ce dossier de candidature, les éléments suivants :

1. La fiche d'identification du porteur du projet ;
2. La présentation du consortium et l'accord signé afférent, ou le cas échéant des lettres de mandat de tous les membres du consortium et des lettres d'engagement des membres co-financeurs ;
3. Une fiche de synthèse du projet ;
4. Une fiche par partenaire associé au projet, avec leur raison sociale et leur adresse ;
5. Un document de 5 à 10 pages décrivant le projet et établissant :
 - a. Le diagnostic précis sur lequel s'appuie la proposition formulée (par les parties prenantes) ;
 - b. Les objectifs recherchés, décrits de manière précise, en fonction de l'action et des cibles visées ;
 - c. Un descriptif détaillé du dispositif envisagé (pour chacune des actions envisagées les apports de chacun des partenaires seront précisés) et des publics visés ;
 - d. Le phasage du projet : jalons décisionnels, points d'arrêts prévus et indicateurs quantifiés de ces points d'arrêts ;
 - e. La présentation du système de gouvernance du projet ;
 - f. Ressources mobilisées par le projet : nature des ressources propres, moyens humains (nombre et fonction des personnes nécessaires pour sa mise en œuvre) ;
 - g. Les conditions d'évaluation interne du projet et les indicateurs mis en place pour en mesurer l'avancement et les résultats.
6. Le plan de financement du projet d'investissement sur 3 ans indiquant notamment :
 - a. Le financement par le programme d'investissements d'avenir (qui ne pourra excéder 2 M€, soit 238 663 480 francs pacifique). ;
 - b. Le financement apporté par chacun des autres partenaires (montant et nature du cofinancement : prêts, subventions, etc.), avec attestation de cofinancement de chaque organisme ;
 - c. Les cofinancements privés (min 15%) : dans le cas où l'apport se ferait en nature ou en industrie, l'apport devra être valorisé et limité à **50%** de la part privée ; dans le cas où l'apport viendrait de la collecte de la taxe d'apprentissage (pour les établissements collecteurs), il devra être limité à **50 %** de la part privée.
 - d. Une évaluation des coûts et charges fixes générées par le projet, pour un fonctionnement à 3 ans (compte d'exploitation prévisionnel par année et par partenaire bénéficiaire des fonds) et des hypothèses d'exploitation au-delà des 3 ans ;
 - e. Une identification des risques du projet et leur impact financier ;
7. Un courrier de saisine officielle : acte de candidature ;
8. Un calendrier de réalisation/de mise en œuvre.
9. Pour le chef de file du consortium :

- a. Un code Siret (système d'identification du répertoire des établissements). Ce numéro est à commander auprès de l'ISEE de Nouvelle-Calédonie via le lien suivant : <https://www.isee.nc/ridet#obtenir-un-numero-siren> ;
- b. Comptes annuels sur les trois dernières années (ou tout document permettant de juger de la capacité financière pour les structures n'ayant pas trois ans d'existence) ;
- c. Liste des dirigeants (président, vice-président, secrétaire, trésorier, membres du bureau et du conseil d'administration, du directoire, etc) ;
- d. Extrait du JO instituant l'établissement ou tout autre document officiel de création ;
- e. Kbis datant de moins de 3 mois le cas échéant ;
- f. Pour les associations : récépissé de dépôt à la préfecture ;
- g. Pour les sociétés commerciales : tout document renseignant sur les détenteurs du capital (nom + part détenue) ;
- h. Pour une entité agréée : copie de l'agrément ;
- i. Pour une société cotée : éléments de preuve de cotation et marchés de cotation ;
- j. Derniers statuts à jour ou équivalents ;
- k. Dernier procès-verbal d'assemblée générale si existant ;
- l. Dernier rapport moral.

5.3 Dépôt des dossiers de candidature

Pour être pris en compte, tout dossier de soumission doit impérativement être déposé avant la date de clôture de l'appel à projet sur le site :

www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aap-france2030-regionalise-nouvelle-caledonie

Les documents électroniques seront transmis dans des formats permettant leur lecture par des outils classiques de bureautique (Word, Excel, PowerPoint, et PDF).

6 - Communication

Les lauréats devront respecter les règles de communication suivantes :

- ✓ Les lauréats devront indiquer sur leurs documents de communication (carton d'invitation, communiqué et dossier de presse...) : « Lauréat du programme des investissements d'avenir » accompagné du logo « Investissement d'avenir ».
- ✓ Toute communication publique autour du projet devra systématiquement associer la CDC et faire l'objet d'une validation conjointe CDC, SGPI et Territoire.

